

# Tout reste encore à gagner à GrDF

Comme toutes les rentrées, celle de 2022 n'a pas fait exception et fut... mouvementée.



**L**a dynamique de l'action intersyndicale contre le projet Hercule, n'était que la préface d'une longue série de mobilisations. Si cette lutte a déjà été payante lors des négociations salariales (pourtant « suspendues » durant l'été), toutes les négociations ne sont pas terminées dans certaines entreprises des IEG en cette fin d'année. Et les disparités sont importantes car en démantelant, peu à peu, au fil des ans, nos industries sous le diktat de Bruxelles et des différents gouvernements libéraux qui lui sont dévoués, les salariés sont dispersés dans chaque entreprise, avec leur propre maille géographique sur une multitude de sites. Les cadres, les managers, ont été en première ligne face aux conséquences de ce délitement de la proximité initié d'une part par le politique, et aggravé par la Covid et toutes ses répercussions sur les modalités de travail. Cela a également rendu beaucoup plus complexe l'exercice de proximité des militants avec les salariés : une situation plus que difficile et subie au premier rang par les militants.

Les lois Macron ont aussi dégradé la représentation du Personnel lors des dernières élections professionnelles de 2019. Elles ont été pensées pour faire des militants syndicaux, des professionnels des instances, loin des salariés et de leurs préoccupations. Ces lois couplées au Covid de 2020 ont mis à mal la proximité pourtant si nécessaire. Dans ces conditions quelque peu extrêmes où le télétravail, le management « hybride », percutent de plein fouet

notre militantisme, comment se « nourrir » efficacement du terrain ? Comment partager, débattre, faire naître et monter le rapport de force nécessaire à l'aboutissement de nos revendications ?

### Des employeurs machiavéliques

Ils ont sans doute jugé propices toutes ces mutations du travail pour tenter de passer en force des négociations salariales au rabais à GrDF. Et pourtant, en ce mois de novembre, c'est sur tout le territoire que les agents GrDF se sont mobilisés, soutenus partout par la seule CGT. Alors que les négociations ont abouti plutôt favorablement chez EDF, Enedis, SHEM, Storengy, GRT Gaz, Elengy, ETF, à la Compagnie Nationale du Rhône, à la CPCU, à la TIRU à la Régie des Deux-Sèvres... les agents de GrDF, malgré une mobilisation de très haut niveau, sont restés les plus maltraités des IEG. Certes la crise énergétique en cours et les problèmes d'entretien des centrales nucléaires ont pesé favorablement sur les 2 NR attribués par endroits dans les IEG. Mais pour la CGT, c'est à toutes les entreprises des IEG qu'ils doivent s'appliquer, et les agents GrDF, eux aussi, les ont amplement mérités au regard des années précédentes de vache maigre en matière salariale, d'autant que cela permet tout juste de compenser les effets d'une inflation hors de contrôle.

### Les agents de GrDF sont restés les plus maltraités des IEG

### Un traitement discriminatoire pour nos collègues du gaz

Sous prétexte d'un contexte économique tendu en raison de la crise de l'approvisionnement en gaz, ils ne se voient attribuer qu'un seul NR pour tous au 1<sup>er</sup> juillet 2022, un taux d'AIC de 2,2 % et une prime de 1 000 € au sortir de la séance de négociation du 25 octobre. Un prétexte fallacieux si l'on considère les 518 millions d'euros de dividendes versés aux actionnaires, sachant qu'un second NR pour tous n'aurait coûté « que » 18 millions d'euros. La goutte d'eau de trop dans un vase rempli de colères et de frustrations accumulées depuis des années et qui n'avaient pas encore trouvé le moyen de s'exprimer...

Pourtant, considérant ces propositions comme des avancées significatives au regard des dernières années, les 3 autres organisations syndicales représentatives à GrDF ont signé cet accord au rabais, au grand désarroi des salariés qui ont alors donné mandat à la CGT d'aller chercher leur dû. Et peu leur importe que ce mauvais accord soit considéré comme valable. Pour le personnel, c'est : « une question de principe, de dignité et d'équité de traitement » nous ont dit ceux rencontrés sur les nombreux piquets de grève.

## C'est une question de principe, de dignité et d'équité de traitement

Car ce sont des dizaines de sites qui se sont mobilisées dans tout le pays. Pensant calmer les esprits, la Directrice Générale de GrDF, Mme Poirrier-Dietz, annonce le 10 novembre une prime supplémentaire de 1 500 €, à l'instar de celle accordée par la maison-mère Engie à ses salariés. Mais rien n'y fait. Les salariés maintiennent la pression et le mouvement s'amplifie encore. Les sites font l'objet de barrages filtrants, certains d'entre eux sont occupés nuit et jour par des salariés qui, pour la plupart, ont franchi le pas de la syndicalisation et viennent ainsi renforcer les rangs de la CGT. « De toute façon, ça faisait longtemps que je me posais la question. Quand je vois que c'est la seule organisation qui va jusqu'au bout pour nous défendre, plus d'hésitation », nous répond un salarié gréviste. Des managers, des chargés d'affaires, soutiennent eux aussi le mouvement, le rejoignent pour certains d'entre eux.

## Des managers, des chargés d'affaires rejoignent aussi le mouvement

### Une gestion démocratique du mouvement

Des assemblées générales sont organisées en visio-conférence et rassemblent les grévistes de tous les sites mobilisés. Les décisions de poursuite du mouvement sont prises collectivement à la suite des informations relayées par l'équipe des négociateurs CGT. Mais la Direction de GrDF s'entête dans le mépris, joue la carte de l'intimi-



dation en dégainant huissiers et dépôts de plaintes, à la moindre occasion. Néanmoins, le 5 décembre dernier, la direction a indiqué convier les 4 organisations syndicales le 7 décembre autour de nouvelles négociations pour une « prime de vie chère ». La vérité est que cette réunion a été « imposée » par la ténacité des grévistes face à leurs revendications sur le pouvoir d'achat. A l'heure où nous écrivons ces lignes, la direction a enfin ré-ouvert sérieusement la discussion et a proposé un texte de sortie de conflit. La mobilisation finit toujours par payer. Mais à ce stade, le texte n'est pas encore satisfaisant. Les négociations sont toujours en cours.

Avec le soutien de leurs collègues d'autres directions sont venus leur rendre visite, qui leur ont apporté de l'aide logistique, et malgré la fatigue qui se fait sentir chez les grévistes, tous ces soutiens redonnent espoir et motivation ! Les retraités des IEG, les militants CGT d'autres entreprises sont aussi de la partie. C'est toute une chaîne de solidarité sous toutes ses formes, qu'elle soit matérielle ou financière, qui s'est mise en place pour aider les collègues gaziers à aller jusqu'au bout de leur légitime combat qui n'est pour l'heure pas encore terminé.

Les grévistes gaziers sont toujours sur leurs sites de travail occupés, ne permettant que les mouvements des véhicules d'urgence. Ils ont face à eux une directrice qui fait à présent, sans aucun doute, de ce conflit, une question d'ordre personnel, alors même que le contexte et les discussions en cours actuellement devraient lui donner la clairvoyance et l'intelligence nécessaires pour envisager une sortie de conflit plus apaisée. Car, ici aussi, il faudra que la lutte paie vraiment, et pas qu'avec des bouts de chandelles...

